

LES LUTTES DE L'ANTIRACISME POLITIQUE VOUS INVITENT

FTOUR DEBOUT

إفطار الكرامة

**ESPLANADE DE LA BASILIQUE DE SAINT-DENIS
SAMEDI 11 JUIN 2016, 20H**

DE SAINT-DENIS À MOLENBEEK : RÉSISTANCE ET DIGNITÉ

La « discrimination au code postal » est une vieille pratique du racisme en France. La ségrégation urbaine a, depuis au moins les années 1960, dessiné la carte des territoires non pas « perdus » mais abandonnés par la République.

Pourtant, une récente publication du *Figaro Magazine* a réveillé la colère des résidents de Saint-Denis et au-delà. Elle ne se contentait pas de jeter l'opprobre sur une ville et ses habitants ; elle établissait un lien entre tous les stigmates que l'on associe aux quartiers populaires (« communautarisme », « islamisation », « trafics ») et le terrorisme qui a récemment frappé en Île-de-France. Par cette manoeuvre, Saint-Denis était mise en accusation, alors qu'elle est victime, par deux fois : en l'occurrence, d'abord victime des attentats du Stade de France, puis victime de l'opération antiterroriste qui s'est déroulée au centre ville. En effet, les habitants de l'immeuble où résidaient Abaaoud et ses complices ont non seulement reçu une pluie de 5 000 munitions de la part des forces de police des heures durant, mais ont été de surcroît délogés sans offre de relogement ; certains ont été arbitrairement blessés par les balles du Raid, d'autres ont reçu, à la suite des opérations, des obligations de quitter le territoire français (OQTF), etc.

Plus largement, l'opération consiste à faire endosser aux Noirs, aux Arabes, aux Roms et à tous les habitants des quartiers populaires la responsabilité de la catastrophe sociale qui les accable au travers des taux de chômage, du mal-logement, des violences policières, de l'islamophobie et de tous les régimes d'exception dont ils sont véritablement victimes.

Cela dépasse la *stigmatisation* d'une ville – que ce soit Saint-Denis ou Molenbeek. Ce sont des populations, notamment la communauté musulmane, qui sont visées de manière si systématique qu'il est temps de parler de *persécution*.

On ne peut plus se contenter d'affirmer notre volonté d'appartenir à « une ville plurielle », ou notre attachement à la « mixité sociale » et à la « diversité ».

Si Saint-Denis doit aujourd'hui incarner quelque chose, c'est bien la résistance : les luttes de l'immigration et des quartiers qui trouvent souvent abri dans sa Bourse du travail ne s'y trompent pas et ce n'est pas pour rien qu'on y fête l'insurrection gitane.

Plus que notre fierté de vivre à Saint-Denis ou à Molenbeek, d'être du 93, ou encore d'être de ceux et de celles (de plus en plus nombreux) que les médias diffament, que la police maltraite, que le champ politique conspu, nous venons clamer notre dignité, la poser comme une exigence.

L'actuelle virulence du bloc au pouvoir fait que cette exigence nous pouvons la mettre en partage avec tous ceux et celles qui aujourd'hui se mettent debout.

Nous vous invitons à concrétiser ce partage autour d'une rupture du jeûne en ce mois de Ramadan, le 11 juin 2016 sur l'esplanade de la Basilique de Saint-Denis.

Rejoignez-nous à 20h, avec de quoi manger et se désaltérer, autour des organisations qui forment aujourd'hui les luttes de l'antiracisme politique ; nous entamerons notre repas à la tombée de la nuit.

MARHABA À ST DENIS LE 11 JUIN, 20H

AVEC LA PARTICIPATION DE :

Urgence Notre Police Assassine (UNPA),

Bruxelles Panthères

Les Indivisibles,

Front Uni de l'Immigration et des quartiers populaires (FUIQP),

Brigade Anti-Nérophobie (BAN),

La Voix des Roms,

Parti des Indigènes de la République (PIR),

Les Marcheuses de la Dignité,

Les organisatrices du Camp d'été Décolonial,

Labo décolonial,

Commission non-mixte racisée de Paris 8,

Fondation Frantz Fanon,

Union Juive Française pour la Paix (UJFP),

Le site Contre-Attaque(s),

etc.